

Une proposition de loi vise à moderniser la transmission d'entreprise

Une proposition de loi, enregistrée le 7 mars 2018, entend revenir sur le volet fiscal des transmissions d'entreprise, en modifiant l'article 790 du code général des impôts relatif aux abattements fiscaux applicables en cas de donation, afin d'encourager les dirigeants à anticiper davantage la transmission de leur entreprise.

L'article 6 du texte élargit aux PME et ETI l'échelonnement de l'impôt sur les plus-values de cession en cas de crédit-vendeur prévu par l'article 1681 F du code général des impôts.

L'article 7 vise à "réactiver" jusqu'au 31 décembre 2020 la mesure prévue par l'article 199 terdecies-0 B du code général des impôts, qui permet aux contribuables de bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % du montant des intérêts des emprunts contractés pour acquérir, dans le cadre d'une opération de reprise, une fraction du capital d'une PME.

L'article 8 modifie l'article 787 B pour moderniser le "pacte Dutreil". Il propose de retenir qu'un seul type d'engagement de conservation des titres et propose plusieurs améliorations notamment pour :

- prévoir un nouveau taux d'exonération à hauteur de 90 %, en contrepartie d'un allongement de la durée totale des deux types d'engagement de 6 à 8 ans ;
- tenir compte des sociétés unipersonnelles qui sont de plus en plus nombreuses dans le tissu économique ;
- supprimer la condition de maintien inchangé des participations en cas de sociétés interposées entre le redevable et la société éligible au dispositif "Dutreil".